COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 JANVIER 2021

L'an DEUX MILLE VINGT ET UN LE 14 JANVIER à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 08 JANVIER 2021, s'est réuni à huis clos, salle de la Lampe, sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

BERNARD Corinne, BLOT Dominique, BRIANT Geoffrey, CHARPENTIER CHOLLET Laurent, CUNIOT-PONSARD Mireille, DALI Sarah, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, FERNANDES Rosa, HERTZ Ludovic, LANGLOIS Patrice, LEVEQUE Anne, MACEL François-Xavier, MATIAS Rui, MICHAUD Daniel, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques, THIOT Isabelle.

ABSENTS :

CORDIER Stéphanie donne pouvoir à LEVEQUE Anne,
GATINEAU Athéna donne pouvoir à DEMICHEL Dominique,
LE MANACH Sandrine donne pouvoir à DJANY Alzina,
MALBROUCK Anaïs donne pouvoir à RODARI Philippe,
PICHOT Camille donne pouvoir à RAVEL Stéphanie,
GUERINOT Denis donne pouvoir à LANGLOIS Patrice,
LE DROGO Laurent,
MFUANANI NGUENTE Loïc.

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Anne LEVEQUE est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire soumet le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 19 novembre 2020 à l'approbation.

Le Procès-Verbal du 19 novembre 2020 est APPROUVÉ, À L'UNANIMITÉ.

Monsieur le Maire rend compte des décisions municipales :

- **Décision municipale N°24/2020 du 17 décembre 2020**

Conclusion avec la Société EXA ECS d'un marché portant sur l'extension du système de vidéo protection urbaine (fourniture et pose) pour un montant total hors taxes de 51 391.62 euros et deux options : un module complémentaire pour l'enregistrement et la visualisation des vidéos (1 601.02 euros HT) et la proposition de maintenance préventive pour les 20 appareils (5 552 euros HT pour deux années).

FINANCES - TRAVAUX - URBANISME**1. OUVERTURE ANTICIPEE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
SUR LE BUDGET 2021.
Délibération n°01/2021**

Sur rapport de Mme DJANY :

Monsieur le Maire rappelle que jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette possibilité permet d'éviter toute rupture d'activité durant le premier trimestre de l'année, sachant par ailleurs que les crédits ainsi ouverts seront intégrés dans le Budget Primitif 2021 de la Ville.

Il est proposé de prendre en compte une enveloppe au chapitre 21 pour les travaux et acquisitions (ex : remplacement urgent IPBX (système de téléphonie) obsolète 7.850 €, mise en conformité armoire générale électrique du CTM 8 820 €, licence Adobe complète 1 000 €, tables pliantes 1 500 €, acquisition de la parcelle AC n°29 113 000 €, logiciel d'urbanisme 35 000 €, ...)

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,
MOINS 7 ABSTENTIONS (Listes J'AIME LINAS, LINAS AUTREMENT) et
(Rosa FERNANDES de la liste LINAS AVANT TOUT)**

AUTORISE par anticipation, avant l'adoption du Budget primitif 2021, l'engagement, la liquidation et le mandatement des crédits d'investissement suivants selon tableau ci-dessous :

chapitre	Libellé	¼ du BP 2020 valant ouverture anticipée des crédits au BP 2021
21	Immobilisations corporelles	300 000 €

FIXE le montant d'ouverture anticipée des crédits d'investissement pour 2021 à 300 000 €.

DIT que ces crédits seront inscrits au budget primitif 2021.

**2. REMISE GRACIEUSE DE DETTE – CONSORTS AUBRY.
Délibération n°02/2021**

Sur rapport de Madame DJANY :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que le débiteur d'une créance locale peut demander à la collectivité une remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur.

L'acceptation de cette remise gracieuse est de la seule compétence du Conseil municipal qui doit obligatoirement se prononcer pour rejeter ou admettre cette demande de remise.

Au cas d'espèce, Monsieur AUBRY, ancien fonctionnaire de la collectivité, doit à la Ville de Linas la somme de 78 245, 99 euros, correspondant au non-paiement des redevances d'occupation (= loyers) d'un logement de fonction. Il est précisé que Monsieur AUBRY a déjà remboursé au 2 décembre 2020 la somme de 33 064, 51 euros.

Après avoir obtenu l'avis favorable de la Trésorerie de Montlhéry par courrier du 16 novembre 2020, il est proposé au Conseil municipal d'admettre une remise gracieuse de la dette qui grève sérieusement les finances depuis de nombreuses années de Monsieur et Madame AUBRY.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,
MOINS 3 ABSTENTIONS (LISTE J'AIME LINAS) et
(Isabelle THIOT de la liste LINAS AUTREMENT)**

ACCORDE une remise gracieuse de dette sur la totalité de la somme restante due.

**3. RAPPORT D'ACTIVITES DU SIRM – 2019.
Délibération n°03/2021**

Sur rapport de Madame RAVEL :

Monsieur le Maire informe que, conformément aux dispositions de l'article L.5211-39 du CGCT, un rapport annuel retraçant l'activité du SIRM doit être adressé au Maire de chaque commune membre, qui en donne communication au Conseil municipal.

Le SIRM a adopté en Conseil syndical du 15 décembre 2020 son rapport annuel d'activités pour l'année 2019.

Il convient que la Ville de Linas prenne connaissance de ce rapport et en donne acte.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,

PREND ACTE du rapport d'activités 2019 du SIRM.

**4. RAPPORT D'ACTIVITES DU SIOM – 2019.
Délibération n°04/2021**

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Monsieur le Maire informe que, conformément aux dispositions de l'article L.5211-39 du CGCT, un rapport annuel retraçant l'activité du SIOM doit être adressé au Maire de chaque commune membre qui en donne communication au Conseil municipal.

Le SIOM a adopté en Conseil syndical du 15 décembre 2020 son rapport annuel d'activités pour l'année 2019.

Il convient que la Ville de Linas prenne connaissance de ce rapport et en donne acte.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,

PREND ACTE du rapport d'activités 2019 du SIOM.

AFFAIRES GENERALES – PERSONNEL**5. COMPOSITION DES COMITES CONSULTATIFS.****Délibération n°05/2021**

Sur rapport de Madame RAVEL :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Code Général des Collectivités territoriales prévoit la constitution de comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune, associant des représentants des habitants de la Commune et notamment de leurs associations.

Ces comités sont librement créés par le Conseil Municipal qui en fixe la composition sur proposition du Maire.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal désigné par le Maire.

Lors du Conseil Municipal du 24 septembre 2020, Monsieur le Maire a proposé la création des comités consultatifs et a appelé les personnes intéressées pour en être membre à se manifester. Pour rappel, ces comités sont composés de 8 élus du conseil municipal (5 élus de la majorité, 1 élu de chaque opposition) et de 8 administrés ayant porté leur candidature à la connaissance du maire.

Suite à de nombreux doublons, il est proposé au Conseil municipal de modifier la composition des comités consultatifs arrêtée par délibération n°71 du 19 novembre 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE

ANNULE la délibération n°71 du 19 novembre 2020.

FIXE la nouvelle composition des comités consultatifs de la manière suivante :

1. Finances

Membres élus du conseil	Linois
Président : DJANY Alzina	LAFEIL Jean
RODARI Philippe	IANNARELLI Béatrice
LE MANACH Sandrine	PECQUERY Colette
RAVEL Stéphanie	SAVORNIN Antoine
LEVEQUE PICHOT Anne	JAUFFRES Olivier
DALI Sara	COUTURIER CHIQUET Joëlle
MACEL François-Xavier	PECASTAING Luc
CUNIoT-PONSARD Mireille	PERSEVAL Guillaume

2. Urbanisme

Membres élus du conseil	Linois
Président : RODARI Philippe	GARAT Philippe
DAVID Dominique	DUBOULET François-Xavier
CHARPENTIER CHOLLET Laurent	DUMENIL Lucien
LEVEQUE PICHOT Anne	COTTENTIN Bernard
LE MANACH Sandrine	DABIN François
MICHAUD Daniel	CHIQUET Jean
MACEL François-Xavier	ROBIN Pascal
CUNIoT-PONSARD Mireille	DE OLIVEIRA Ana

3. Vie économique locale

Membres élus du conseil	Linois
Président : RAVEL Stéphanie	ROBERTO Thierry
LE MANACH Sandrine	PEREIRA Frédéric
DEMICHEL Dominique	LARDIÈRE Catherine
DJANY Alzina	JAUFFRES Olivier
DAVID Dominique	ROBIN Pascal
HERTZ Ludovic	REGANHA Jocelyne
MACEL François-Xavier	BOTHOREL Marc
CUNIoT-PONSARD Mireille	MO Jean-Jacques

4. Vie communale

Membres élus du conseil	Linois
Président : TANNEVEAU Jean-Jacques	VOVARD Florent
BRIANT Geoffrey	DUMENIL Françoise
BLOT Dominique	VANHOVE Michèle
FERNANDES Rosa	COTTENTIN Claudine
PICHOT Camille	VIELLE Sandrine
THIOT Isabelle	GUICHARD Annick
MATIAS Rui	KOELSCH Francine
CUNIoT-PONSARD Mireille	FIEVET Eric

5. Scolaire, enfance, jeunesse

Membres élus du conseil	Linois
Président : LEVEQUE PICHOT Anne	WU Stéphanie
LE MANACH Sandrine	HERINGER Marjorie
BERNARD Corinne	CIRET Aurore
BRIANT Geoffrey	REGANHA Jocelyne
PICHOT Camille	FERRER Pierre
DALI Sara	LAURENT Emilie
MATIAS Rui	LANGOT Antoine
CUNIoT-PONSARD Mireille	VOVARD Florent

6. Environnement

Membres élus du conseil	Linois
Président : LANGLOIS Patrice	FAUVEL Orianne
RODARI Philippe	ALLANIC Julienne
LEVEQUE PICHOT Anne	BOUSSIÈRES Jacques
LE MANACH Sandrine	DUMAS Yann
DJANY Alzina	PEQUERY Jacques
MICHAUD Daniel	ROZ Frédéric
MATIAS Rui	BERTANSETTI Fernanda
CUNIoT-PONSARD Mireille	JULLY Nicolas

DIT qu'en cas d'absence à un comité, chaque membre élu pourra être suppléé par un autre membre du conseil municipal de son choix.

6. MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL **Délibération n°06/2021**

Sur rapport de Monsieur le Maire :

Il rappelle que par délibération du 19 novembre dernier, le Conseil municipal a approuvé son règlement intérieur.

Dans sa version initiale, ce règlement prévoit en son article 2 que le texte des questions orales est adressé au maire 72 heures au moins avant la séance du conseil municipal.

Il apparait que ce délai est trop court pour permettre aux services de prendre connaissance des questions afin d'y apporter des réponses pertinentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'allonger ce délai à 48 heures et de préciser que les demandes devront être transmises sur la boîte mail de la mairie (mairie@linas.fr).

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE

MODIFIE l'article 2 du règlement intérieur de la manière suivante : « *le texte des questions orales est adressé au maire 48 heures au moins avant la séance du Conseil municipal à l'adresse suivante : mairie@linas.fr. Ce texte fera l'objet d'un accusé de réception* ».

PRECISE que les autres dispositions du règlement intérieur demeurent inchangées.

7. CONTRATS D'APPRENTISSAGE. **Délibération n°07/2021**

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

La rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui.

En cas d'apprentissage aménagé, la Faculté de Métiers de l'Essonne accompagne sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités/établissements territoriaux dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance de travailleur handicapé.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à recourir au contrat d'apprentissage.

AUTORISE l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un (ou indiquer le nombre) apprenti(s) conformément au tableau suivant :

Service d'accueil de l'apprenti	Fonctions de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de la formation
RESTAURATION	AGENT DE RESTAURATION	Titre professionnel reconnu par l'état de niveau V	12 MOIS

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

8. PROTOCOLE D'INTERVENTION D'EXAMENS DE LABORATOIRE DU CIG. Délibération n°08/2021

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Les collectivités territoriales ont pour obligation de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité. Pour leur permettre de répondre à cette obligation, le CIG a mis en place un service compétent auquel peut adhérer toute collectivité territoriale de la grande couronne.

La médecine préventive du CIG propose des prestations complémentaires telles que la conduite d'examens de laboratoire liées aux postes de travail, permettant aux collectivités de mener des actions de prévention plus poussées et davantage appropriées aux risques d'exposition de leur personnel.

Face aux départs non remplacés de plusieurs médecins du service de médecine préventive, le CIG a été dans l'obligation de suspendre ou ne pas renouveler les conventions qui le liait à de nombreuses collectivités et dans lesquelles il proposait d'assurer le suivi des agents au moyen notamment d'examens de laboratoire.

A cet effet, le CIG propose de poursuivre les examens de laboratoires d'analyses par un protocole d'intervention d'une durée de deux ans et prend effet à la date de signature par le Président du CIG soit le 1^{er} septembre 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole d'intervention en vue de la réalisation d'examens de laboratoire avec le CIG Grande Couronne et tous documents afférents.

SCOLAIRE – ENFANCE – JEUNESSE

**9. APPLICATION DU TARIF MAXIMUM POUR NON-RESPECT DU
REGLEMENT DES INSCRIPTIONS A LA CANTINE DURANT LA CRISE
SANITAIRE COVID-19**

Délibération reportée

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h15.

Affiché le : 21/01/2021